


Grandir@Bruxelles

Les Cahiers de l'Observatoire de l'enfant #35 | 2018

- 
- **Educarer, apprentissages et soins**
 - **CQD et accueil de l'enfance**
 - **Cultureghem, un laboratoire citoyen**

	POLITIQUES DE L'ENFANCE	
	EDUCARE : DÉPASSER LA DISTINCTION ENTRE APPRENTISSAGES ET SOINS EXPÉRIENCES DES TOUT-PETITS, DES PARENTS ET DES PROFESSIONNELS	4
	CONTRATS DE QUARTIER DURABLES ET ACCUEIL PETITE ENFANCE : UNE ACCESSIBILITÉ ACCRUE À TOUTES LES FAMILLES ?	8
	LE SITE WEB	11
	L'ENFANT ET LA VILLE	
	LE CONTRAT ÉCOLE	12
	LIEUX D'ENFANCE	
	CULTUREGHEM TRANSFORME LES ABATTOIRS EN LABORATOIRE CITOYEN	14
	LE CHIFFRE	17
	L'OUTIL	
	MÔMES EN SANTÉ. UN OUTIL DE RÉFÉRENCE POUR ASSURER LA SANTÉ EN COLLECTIVITÉ DES ENFANTS DE 3 À 18 ANS.	18
	PRATIQUES ET MÉTIERS	
	LES TMS DES CONSULTATIONS ONE, UN MÉTIER AU SERVICE DES ENFANTS JUSQUE 6 ANS ...	20
	VU/LU POUR VOUS	
	LA GÉOGRAPHIE À L'ÉCOLE : LES ENFANTS DANS LES ESPACES URBAINS	22
	INITIATIVES	24

Colophon

GRANDIR À BRUXELLES N°35 – 2018

Grandir à Bruxelles est une publication biannuelle de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
www.spfb.brussels

ÉDITEUR RESPONSABLE

Bernadette LAMBRECHTS
Administratrice générale
Commission communautaire française
Rue des Palais 42
1030 Bruxelles

COMITÉ DE RÉDACTION

Gaëlle AMERIJCKX
Stéphane AUJEAN
Patricia BELFIORE
Perrine HUMBLET
Benjamin WAYENS

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Vinciane CHARLIER
Nathalie COBBAUT
Donatienne DEBY
Anne-Françoise DUSART
Joëlle MOTTINT
Brecht PELEMAN
Katrien VAN LAERE

ILLUSTRATIONS – CRÉDITS PHOTOS

Première de couverture :
Les Ateliers SAFA
photo : Nathan FERLA

ÉDITORIAL



Chères lectrices,
Chers lecteurs,

Le secteur de l'accueil de la petite enfance vit un moment important. Conformément à son contrat de gestion 2013/18, l'ONE prépare depuis quelques années une réforme profonde de la législation régissant l'autorisation, l'agrément et le subventionnement des milieux d'accueil de la petite enfance. Faisant suite à un processus de consultation des acteurs du secteur et à un long travail d'élaboration de l'ONE ponctué d'allers-retours entre l'administration et le cabinet de la ministre en charge de l'enfance, un projet de réforme émerge enfin. Toutefois la concrétisation de ce projet, présenté récemment au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, s'échelonne sur plusieurs années. Il doit être transposé dans les textes légaux et faire l'objet d'un accord entre les différents partenaires de la majorité (actuelle et future) s'agissant des augmentations des budgets consacrés à l'accueil. Le processus sera sans doute long mais on peut d'ores et déjà souligner les aspects positifs de ce projet.

Depuis des années, l'Observatoire de l'enfant, avec d'autres acteurs du secteur, met en avant la nécessité d'une évolution de la législation. Parmi les grands enjeux du secteur de l'accueil, l'accessibilité des services nous tient particulièrement à cœur. À ce sujet, la réforme prévoit notamment un subventionnement qui tiendra davantage compte du public accueilli par les milieux d'accueil. Ceux qui s'adresseront à un public plus fragilisé recevront des subsides plus conséquents. De plus, la réforme prévoit une redistribution égalitaire des contributions financières des parents ; les services qui accueillent beaucoup d'enfants vivant dans la pauvreté ne seront plus pénalisés par la faiblesse des contributions payées par les parents.

Mais, pour que l'offre d'accueil continue à augmenter, il était également indispensable de définir un nouveau cadre permettant de mieux subsidier les services dont les pouvoirs organisateurs, communaux comme associatifs, peinent de plus en plus à financer le fonctionnement. Cela passera notamment par un subventionnement plus important du personnel d'accueil ainsi que par la reconnaissance et le financement par l'ONE du poste de direction dans les services.

On citera simplement encore d'autres éléments importants de la réforme : amélioration de la formation, centralisation des demandes d'inscription, révision de la grille PFP, simplification des catégories de milieux d'accueil, simplification administrative. Gageons que nous aurons l'occasion de revenir sur ces points dans les prochaines années au fur et à mesure de la mise en place de la réforme.

Les photos qui illustrent ce numéro ont été faites notamment dans les lieux suivants :

Les Ateliers SAFA

photos : Nathan FERLA

La Tanière des petits ours

photos : Céline VANDERHEYDE

Nos plus vifs remerciements à toutes les structures qui se livrent ainsi à notre regard.

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Nathalie DA COSTA MAYA
CDCS asbl – www.cdcsasbl.be

IMPRESSION

IPM Printing S.A., Bruxelles

Cette publication a été imprimée sur du papier 100 % recyclé

Grandir à Bruxelles est disponible en PDF sur le site www.grandirbruxelles.be

CONTACT

Observatoire de l'enfant
Commission communautaire française
Rue des Palais 42
1030 Bruxelles
T 02 800 84 86
observatoire@grandirbruxelles.be
www.grandirbruxelles.be

ABONNEMENT / CHANGEMENT D'ADRESSE

observatoire@grandirbruxelles.be
T 02 800 84 86

Katrien VAN LAERE

VBJK centrum voor
Vernieuwing in de
Basisvoorzieningen voor Jonge
Kinderen (Centre d'Innovation
de la Petite Enfance)

et

Brecht PELEMAN

Université de Gand,
Département de travail social
et de pédagogie sociale
e VBJK

EDUCARE : DÉPASSER LA DISTINCTION ENTRE APPRENTISSAGES ET SOINS EXPÉRIENCES DES TOUT-PETITS, DES PARENTS ET DES PROFESSIONNELS

Ces dix dernières années, la fréquentation du préscolaire en Flandre a fait l'objet d'une grande attention : "plus il y aura d'enfants à l'école dès l'âge de 2,5 ans, mieux ce sera".

Le même postulat prévaut au niveau fédéral belge dans les propositions visant à abaisser l'âge de la scolarité obligatoire. Il est frappant de constater à quel point les voix et les expériences des enfants, des parents et des professionnels sont peu entendues dans ces débats politiques flamands et nationaux. Deux études récentes nous ont permis d'explorer ces points de vue sur la transition vers la maternelle et de formuler des hypothèses sur l'importance que peut revêtir la participation au préscolaire dans un contexte de diversité sociale¹.

À la recherche de réponses

Une école maternelle de qualité contribue au développement de chaque enfant. Depuis les années 1960, on assiste régulièrement en Belgique à des débats politiques sur une éventuelle baisse de l'âge de la scolarité obligatoire. L'idée est d'encourager les parents à inscrire leurs enfants en maternelle le plus tôt et le plus régulièrement possible, dans un souci de prévenir le décrochage scolaire dès le plus jeune âge. On espère ainsi réduire le fossé éducatif en misant sur le potentiel égalisateur de l'éducation préscolaire². On visait autrefois les enfants issus de milieux ouvriers ; il s'agit à présent des enfants issus de l'immigration.

Cette perspective est typique d'une tendance mondiale des organisations internationales à encourager fortement les gouvernements à

investir dans les établissements préscolaires, principalement dans l'intérêt des enfants socialement vulnérables. L'hypothèse sous-jacente est que ces investissements pourraient résoudre des problèmes sociaux tels que l'échec scolaire, le décrochage précoce et, à plus long terme, le chômage et la pauvreté.

Ce qui caractérise ce paradigme de l'investissement social est le fait que les inégalités et l'exclusion que l'on connaît aujourd'hui sont principalement abordées sous l'angle économique. Comme si, en raison de l'accent mis sur l'avenir économique d'une société, l'école maternelle n'avait qu'une fonction préparatoire pour le reste du parcours scolaire, sans finalité ni identité propres.

Au niveau international ce phénomène est dénommé la «scolarification³» de l'accueil du jeune enfant. Certains auteurs ont souligné que le concept d'investissement sociétal entraîne aussi une exacerbation de la responsabilité parentale : les parents seraient fortement encouragés voire quasiment forcés à envoyer leur enfant en maternelle le plus tôt et le plus souvent possible. Idéalement, ils devraient même s'impliquer dans l'apprentissage préscolaire de leur enfant (reste bien sûr à savoir la forme que prendrait alors cette implication parentale).

C'est dans ce contexte que la Flandre se penche depuis dix ans sur la question de la «fréquentation préscolaire» et, que dès janvier 2019, le montant des allocations familiales en tiendra compte⁴ : le plus grand nombre possible de tout-petits doivent fréquenter l'école le plus tôt possible. En effet, selon des recherches récentes du ministère flamand de l'Éducation (2015), les enfants qui ont moins fréquenté la maternelle redoublent plus souvent une année au cours de leurs études primaires. Toutefois, il apparaît plus clairement encore que, à niveau de fréquentation égale, les enfants socialement

1 Ce texte est en partie la traduction d'un article publié dans *Kleuters & ik* (éditions CEGO), une revue spécialisée pour les enseignants de maternelle en Flandre.

2 Voir Humblet Perrine, 2016. *Faut-il baisser l'âge de l'obligation scolaire ? In : Grandir à Bruxelles*, n°31, pages 8 à 11.

3 "Schoolification of the early years"

4 NDLR : Un supplément de 153€ par an sera accordé aux parents d'un enfant de 3 à 4 ans si cet enfant fréquente l'école maternelle.

vulnérables redoublent également plus souvent une année. Ceci pose question.

Dans les études sur les possibilités d'apprentissage des tout-petits, les enfants, les parents et les professionnels restent souvent peu entendus. Leur voix et leurs expériences font rarement partie du débat public et de la politique. Deux études se sont intéressées à leurs points de vue. À quoi ressemble une journée à la maternelle pour les enfants ? Qu'est-ce qui compte aux yeux des parents ? Quelles sont les expériences des professionnels, c'est-à-dire des enseignants et du personnel d'encadrement qui soutiennent l'éducation à l'école maternelle ?

Distinguer les soins des apprentissages

Dans les discussions avec les professionnels et avec les parents, les deux groupes ont souvent fait une distinction entre soins et apprentissages des jeunes enfants. Lorsque les enseignants et le personnel d'accueil parlent d'apprentissages, ils se réfèrent à des activités **encadrées** comme la peinture, les cercles, l'initiation aux mathématiques (plus-moins, apprendre à compter...), les exercices sur les sens, les heures, le temps. De leur côté, les

parents ont trouvé important que leur enfant puisse apprendre le néerlandais à l'école dans un contexte multilingue. Beaucoup étaient favorables à l'idée que leur enfant puisse se développer socialement et apprendre à vivre avec la diversité à l'école. Tant les parents que les professionnels ont indiqué que les jeunes enfants ont aussi de nombreux **besoins physiques et émotionnels**, comme manger, boire, aller aux toilettes, se moucher et dormir, mais aussi besoin de contact physique avec les autres, comme les câlins, le réconfort, etc. Ces processus physiques, cognitifs et émotionnels des jeunes enfants n'étaient généralement pas considérés comme des apprentissages. Dans certains récits de membres du personnel aussi bien que de parents, les besoins en matière de soins semblent constituer un obstacle aux «véritables» apprentissages.

L'idée que l'apprentissage ne puisse pas avoir lieu lorsque les enfants ont encore besoin de beaucoup d'attention émotionnelle et physique se fonde sur une séparation entre ces deux composantes⁷.

Une enseignante : **«Une fois diplômée, on croit n'être une bonne institutrice de maternelle qu'en réalisant le plus possible d'activités, dirigées ou libres, chaque jour. J'ai eu beaucoup de mal avec ça pendant les premières années. "Oh, je ne suis pas une bonne instit' si les enfants n'ont pas fait ci et ça aujourd'hui"»**.



Photo © Caroline Boucary

- 5 Fonds pour la recherche scientifique, organisme flamand, indépendant du FNRS (NDT)
- 6 Centre Diversité et sciences de l'éducation, Département de linguistique, UGent
- 7 Pour une perspective francophone, voir Masson Marie, 2014. *La journée d'un enfant en classe d'accueil* In : *Grandir à Bruxelles*, n°29, pages 3 à 6.

Présentation des études

La première recherche porte sur la perspective des parents et des professionnels. Il s'agit d'une thèse de doctorat réalisée par Katrien Van Laere sous la direction du professeur Michel Vandebroek (Département de travail social et de pédagogie sociale, UGent), à l'initiative du VBJK. Quelle signification les parents et le personnel accordent-ils à l'éducation, aux soins et à l'apprentissage des jeunes enfants âgés de 2,5 à 4 ans ? Pour aborder le sujet, la chercheuse a réalisé un film sur une journée dans une classe d'accueil. Le film montre une journée d'école complète, vécue par des enfants d'horizons divers, à différents moments de soins et d'apprentissage. Il illustre concrètement le déroulement entre l'arrivée et le départ des enfants, les repas, les jeux libres, les visites aux toilettes, les activités en groupe... Des groupes de discussion ont permis aux parents et aux professionnels de parler et de débattre ouvertement de l'enseignement préscolaire. L'étude a porté sur dix groupes de discussion réunissant un total de 65 parents (à Gand, Anvers et Bruxelles) et six autres groupes réunissant un total de 69 membres du personnel éducatif préscolaire (à Gand et Bruxelles), à savoir les enseignants, les éducateurs de garderie, les coordinateurs et ceux qui font lien au sein des écoles.

La deuxième étude porte sur la perspective des enfants eux-mêmes lors de la transition vers la maternelle. Elle a été financée par le Fonds pour la recherche scientifique⁵ (en collaboration avec le fonds de lutte contre la pauvreté infantile de la Fondation Roi Baudouin) et réalisée par Brecht Peleman sous la direction du Dr Piet Van Avermaet du Steunpunt Diversiteit en Lerenkunde⁶ et du Professeur Michel Vandebroek. Huit enfants issus de familles pauvres ont été suivis dans quatre classes maternelles différentes en Flandre pendant 10 mois à différents moments de la journée, par observation vidéo. Deux caméras ont filmé les enfants en se focalisant sur leur bien-être, leurs interactions et leurs possibilités d'apprentissage.

Dans ces deux études, la priorité est donnée aux expériences et aux voix des enfants et des parents en situation de vulnérabilité sociale, non pas parce qu'ils forment un groupe homogène, mais parce qu'ils sont considérés comme un groupe cible important de la politique de fréquentation préscolaire. Les expériences au sein du groupe étaient à la fois très différentes et très représentatives : toute famille avec enfants en classe maternelle devait pouvoir se reconnaître dans les questions et les préoccupations des parents.



Photo © Caroline Boudry

Mais tu t'épuises ainsi. Les enfants le ressentent aussi et en deviennent d'autant plus geignards et querelleurs. Et puis tu finis par te dire : au diable tout ça, je m'assure d'abord que tout le monde se sent bien. Ensuite, la possibilité de faire des activités d'apprentissage viendra d'elle-même.»

Certains enseignants ont toutefois affirmé avoir le sentiment de pouvoir moins bien avancer dans le travail avec les tout-petits en raison des activités de soins.

Gérer la tension entre soins et apprentissages

La prétendue division entre les soins et apprentissages créée beaucoup d'incertitude et une tension inconfortable dans les discussions de groupe avec les professionnels. Certains enseignants ont indiqué avoir du mal à «voir» les besoins des petits et se sentir obligés d'avoir «un cœur de pierre» ou de «ne pas céder à la tentation». Certains enseignants craignaient d'être moins appréciés sur le plan professionnel et social s'ils ne s'occupaient que de soins émotionnels et physiques. D'autres étaient d'avis que les soins étaient très importants. Ce qui est curieux, c'est qu'ils ne considéraient pas cela comme leur travail ou comme faisant partie de leur identité professionnelle. Ils exprimaient plutôt leur engagement à prodiguer des soins en se référant à leur personnalité («Je caline, tout le monde le sait») ou à leur rôle de parent («Je suis mère depuis peu et puis je pense à ces petits et au temps qu'il leur faut pour se sentir bien»). Outre les

enseignants, les accueillants de garderie ne sont pas toujours non plus dans une position facile face à la tension supposée entre l'apprentissage et l'accueil. Certains accueillants ont minimisé leur propre rôle («Nous ne faisons finalement pas grand-chose»). D'autres ont souligné la nécessité de prodiguer des soins aux jeunes enfants, et que celle-ci exige une bonne coopération entre l'enseignant et l'accueillant. Parlant d'eux-mêmes avant tout comme d'une figure maternelle, il leur est remarquablement difficile d'évoquer les soins en termes professionnels.

Préoccupés par les soins

Les parents ont également souligné cette tension entre apprentissages et les soins. Bien que les parents considèrent la maternelle comme un milieu éducatif important, ils se posent beaucoup de questions sur les soins physiques et émotionnels dispensés, surtout lors de la transition entre la maison ou le milieu d'accueil et l'école maternelle.

Parent 1 : **«Quand mon enfant a commencé à la maternelle, je pleurais beaucoup à la maison. J'avais envie d'appeler toutes les dix minutes : "Comment va-t-elle ? A-t-elle fait pipi ? A-t-elle déjà bien mangé ?" Le professeur m'a dit de ne pas m'inquiéter.»**

Parent 2 : **«Je reconnais cette envie et ce sentiment. Mon enfant sera-t-il bien pris en charge ?»**

Certains parents ont régulièrement constaté que les fesses de leur enfant

n'avaient pas été nettoyées ou qu'il y avait plusieurs pantalons ou sous-vêtements sales dans leur sac. Ils se sont alors posés des questions sur le déroulement exact du passage aux toilettes. D'autres parents ont abordé le sujet de la fatigue de leur enfant, qu'ils attribuent au manque d'opportunités de sieste à l'école maternelle. Les observations vidéo montrent que les enfants s'endorment souvent pendant la journée lorsqu'il n'y a pas de possibilité de faire la sieste à l'école. Certains parents craignent que les enfants fatigués ne soient perçus comme des enfants «difficiles» s'ils pleurent davantage ou sont désobéissants. La question a également été posée de savoir si leur enfant «mange bien» à l'école, car il ramène parfois des boîtes à tartines pleines à la maison. Les observations vidéo ont montré qu'en particulier dans les écoles où le réfectoire est très animé et les enfants nombreux, ceux-ci arrivent difficilement à manger. Pour les inciter à manger, les parents essaient alors toutes sortes d'astuces, comme la tartine au choco, même s'ils trouvent cette option peu saine ou que celle-ci ne fait pas partie de la culture familiale.

Dans le prolongement de la pause de midi, de nombreuses questions ont été soulevées concernant la cour de récréation : est-on suffisamment attentifs et disponibles pour les soins durant les jeux libres ? Certains parents ont noté que leurs enfants rentraient chez eux avec des écorchures ou des bleus, probablement à cause des chutes dans la cour de récréation. Les parents ont exprimé leur inquiétude à ce sujet, sans pour autant affirmer qu'un enfant ne doit jamais tomber.

Dans les observations vidéo, il est apparu clairement que les moments de jeu sont source de stress : les jeunes enfants semblent n'y trouver que peu de repos. La cour est très animée ; de nombreux enfants y courent et jouent avec frénésie. Lorsque les plus grands jouent au football, les plus petits sont souvent poussés vers les côtés. Beaucoup cherchent alors la sécurité auprès d'un surveillant : généralement pas leur propre professeur, mais celui d'une autre classe. Comme les surveillants sont souvent en petit nombre, plusieurs enfants leur tiennent la main en même temps. Ils essaient de rester près d'un adulte durant toute la récréation. D'autres petits enfants sont pétrifiés ou se collent au mur. Cette peur les empêche de

jouer. Les tout-petits qui peuvent voir leur frère ou leur sœur pendant la récréation s'en réjouissent visiblement. Certains participent au jeu de leur aîné, d'autres reçoivent des câlins et se font personnellement reconforter. Nous constatons à contrario que des enfants qui sont plutôt réservés en classe jouent très activement et s'impliquent avec d'autres enfants dans la cour de récréation.

Dans les groupes de discussions, la question des soins émotionnels et physiques a conduit certains parents à admettre qu'ils amènent moins souvent leur enfant à l'école. Il s'agit là d'une information importante pour mener une politique de qualité en matière de fréquentation préscolaire.

L'encadrement personnel et la vision vont de pair

L'enseignant : **«Lorsque le groupe est important, on ne peut se livrer qu'à des activités basiques. Aller aux toilettes, manger des biscuits... Les activités telles que la peinture ne sont pas possibles.»**

De nombreux parents ont exprimé leur respect envers les enseignants pour le rôle important qu'ils jouent dans la vie de leur enfant. D'autant plus, estimaient-ils, que les enseignants ont trop d'enfants en classe et pendant les pauses pour pouvoir s'occuper de chacun individuellement. Le

personnel a lui aussi abordé la question du manque d'encadrement individuel des plus petits. Que ce soit au niveau du gouvernement ou à celui de l'école, ce point faible historique nécessite des mesures politiques approfondies qui permettraient aux enseignants et aux personnes qui s'occupent d'enfants d'être mieux soutenus dans l'accomplissement de leur travail dans un contexte de diversité et d'inégalités sociales. Mais les études montrent aussi que cela va plus loin. Pour les professionnels également, la prétendue tension entre l'apprentissage et les soins exige que la vision pédagogique soit repensée, en dialogue avec des parents d'origines diverses. Peu d'enseignants considèrent toutefois les soins comme faisant partie de leur identité et répertoire professionnels.

“Educare”, une alternative ?

La distinction entre les apprentissages et les soins va à l'encontre des sentiments de nombreux parents et professionnels. Apprendre à vivre et élever des enfants sont des questions tout simplement prioritaires pour certains. Les activités de soins telles que manger, boire, aller aux toilettes... peuvent être en soi pédagogiques et riches d'apprentissages, de même le soutien des processus cognitifs, sociaux, moteurs et artistiques demande aussi une attitude bienveillante de la part des enseignants. Dans la littérature internationale, cette approche pédagogique est connue

sous le nom d'«educare» : **les soins sont apprentissage et l'apprentissage est soin.**

Cela va au-delà de la simple satisfaction des besoins physiques et émotionnels. Educare signifie prêter attention à l'enfant et à son droit à l'existence en classe, à l'école et au sein de toute la communauté. Ce ne sont pas des questions triviales. De nombreux parents interrogés craignaient que leur enfant ne soit exclu à la fois de l'école (par exemple au moment de la transition vers l'enseignement primaire) et de la société en général. On voit ici que la reconnaissance d'une vision pédagogique concerne également la prévention des mécanismes d'exclusion (souvent involontaires) des enfants et des familles vivant dans la pauvreté et/ou issus de l'immigration. Tant les formations initiales que l'accompagnement pédagogique dans les écoles sont à cet égard des leviers importants pour soutenir le personnel dans cet exercice de réflexion et dans le dialogue avec les parents.

Un éducateur de jeunes enfants : **«Nous avons une tâche unique, irremplaçable pour beaucoup d'enfants. Dans la carrière scolaire d'un enfant, cela peut vraiment faire une différence.»**

Conclusion

Dans la recherche de ce que pourrait être une école prête à accueillir les enfants dans un contexte de diversité et de multilinguisme, nous avons analysé le point de vue des enfants, des parents et des membres du personnel sur leurs expériences de la transition vers la maternelle. Le choix politique de privilégier la prévention de l'échec scolaire, la réduction de l'écart des résultats des enfants issus de milieux défavorisés et/ou migrants et le renforcement de la responsabilité parentale, semble se poser en termes plus complexes que ce qui a été proposé dans le débat fédéral, à savoir la réduction de l'âge scolaire obligatoire, et dans la politique actuelle de participation préscolaire en Flandre. Il convient de construire en permanence les significations de l'éducation préscolaire avec les personnes concernées : enfants, parents, professionnels et communautés locales.



Anne-Françoise DUSART
RIEPP, Réseau des
Initiatives Enfants-Parents-
Professionnel-le-s

CONTRATS DE QUARTIER DURABLES ET ACCUEIL PETITE ENFANCE :

UNE ACCESSIBILITÉ ACCRUE À TOUTES LES FAMILLES ?

Les communes bruxelloises bénéficiant de Contrats de Quartiers Durables (CQD) ont l'obligation de créer ou de renforcer, au sein de chaque contrat de quartier, des infrastructures et des équipements consacrés et accessibles en priorité à l'enfance et à la jeunesse du quartier.

Grâce à l'apport financier des CQD, de nombreux milieux d'accueil de la petite enfance ont été créés et d'autres ont pu augmenter leur capacité d'accueil. Mais ces structures initiées dans ce contexte spécifique présentent-elles des particularités, notamment en termes d'accessibilité ?

Le RIEPP s'est penché sur cette question à travers une étude exploratoire¹ menée en 2017-2018 avec le soutien de la COCOF dans le cadre du programme de l'Observatoire de l'Enfant.

Les CQD, où, quand, comment ?

Créés en 1993, sous l'appellation «contrats de quartier» devenus en 2010 «contrats de quartier durables», les CQD sont des programmes de revitalisation initiés et subventionnés par la Région de Bruxelles-Capitale, menés dans différents quartiers fragilisés en partenariat avec les communes. Ces quartiers, sélectionnés par le gouvernement régional sur base de différents critères relatifs au quartier et à sa population, se situent toujours dans un périmètre appelé Zone de rénovation urbaine (ZRU), couvrant principalement une partie

du centre et de la couronne de quartiers qui l'entoure.

Pour chaque CQD, la commune élabore un programme, en partenariat étroit avec les personnes qui vivent, travaillent, ou fréquentent régulièrement le quartier, afin de répondre au mieux aux besoins locaux. Outre la création ou le renforcement de structures dédiées à l'enfance et à la jeunesse, les actions ont trait à la création de nouveaux logements ou la réhabilitation de ceux existants, au réaménagement des espaces publics, ou encore à l'impulsion d'initiatives citoyennes, sociales et participatives.

La recherche exploratoire qualitative, menée sous forme d'entretiens téléphoniques auprès des responsables des milieux d'accueil, porte sur les 27 structures francophones déjà ouvertes. Celles-ci sont implantées dans 10 communes et représentent 855 places d'accueil. Depuis 1997, on peut estimer que les CQD ont contribué à la création de 728 places dans des milieux d'accueil francophones.

Projet social et ancrage local : un peu, beaucoup, pas du tout ?

Les entretiens visaient à mieux cerner deux éléments clés qui sont liés : l'importance du projet social des milieux d'accueil ouverts dans le cadre d'un CQD, et leur ancrage dans le quartier.

Le projet social

Quel est l'impact des CQD sur le projet social des milieux d'accueil, et donc sur l'accessibilité de ceux-ci à toutes les familles, et en particulier aux plus fragilisées d'entre elles ? Par accessibilité, nous entendons deux réalités différentes, qui se complètent. L'accessibilité

¹ Les résultats complets sont consultables sur notre site internet, en suivant le lien <http://riepp.be/spip.php?article169>

primaire vise «une place pour tou-te-s»: toutes les familles, tous les enfants doivent avoir les mêmes chances, concrètement, de franchir la porte des lieux d'éducation et d'accueil du jeune enfant (ÉAJE), d'y avoir une place. Cela touche, entre autres, à la politique d'inscription du milieu d'accueil. L'accessibilité secondaire vise «une place pour chacun-e»: une fois que les familles et les enfants ont franchi la porte d'un lieu d'ÉAJE, chacun-e devrait pouvoir s'y sentir à sa place.

Les milieux d'accueil subventionnés doivent se conformer à la réglementation de l'ONE qui prévoit notamment un projet social rendant le service accessible à toutes les familles. Néanmoins, l'étude indique que dans les faits et dans le contexte de pénurie, les pouvoirs organisateurs (PO) sont parfois amenés à poser des priorités d'inscription. Pour les PO communaux, il s'agit souvent d'une priorité pour les habitant-e-s de la commune, et parfois pour certain-e-s travailleur-euse-s communales. Certains PO, communaux ou non, donnent une priorité aux enfants dont au moins un des deux parents travaille. *A contrario*, d'autres PO accordent une priorité d'accès aux enfants issus de familles en situation de vulnérabilité sociale: parents en formation, en insertion socio-professionnelle au sens large (cours d'alphabétisation ou de français), etc. La façon de jouer leur rôle en matière d'inclusion sociale et de lutte contre les inégalités est donc très variable selon les milieux d'accueil.

L'ancrage local

Quel est l'impact des CQD sur l'ancrage et l'implication des milieux d'accueil au sein du quartier? Ont-ils des relations avec les acteurs du quartier? Y occupent-ils une place particulière et orientent-ils leurs actions en priorité vers les besoins spécifiques des familles qui y habitent?

Il ressort de l'enquête que certains milieux d'accueil ne semblent pas avoir de véritable ancrage au sein du quartier. Cela devrait être confirmé par des recherches complémentaires, notamment pour savoir si le milieu d'accueil est connu des habitant-e-s du quartier, ou encore si les familles avec de jeunes enfants savent que les milieux d'accueil leur sont accessibles.

En réalité, les entretiens ont surtout mis en évidence la grande difficulté à recueillir des informations fiables et complètes: beaucoup des responsables interrogé-e-s, engagé-e-s depuis peu dans leur milieu d'accueil, n'étaient pas informé-e-s des liens entre celui-ci et le CQD. En outre, un grand nombre d'entre elles et eux n'ont pu répondre avec certitude aux questions concernant la population accueillie. Ce constat, pour le moins inattendu, représente un résultat en soi.

QUELQUES CHIFFRES

44

CQD ont été lancés entre 1997 et 2016, dans

12

communes de la Région bruxelloise

Dans le cadre de ces CQD,

61

projets de milieux d'accueil petite enfance ont été initiés (ou ont étendu leur capacité)

51

francophones

10

néerlandophones

35

milieux d'accueil avaient ouvert fin 2017 (ou ouvert de nouvelles places)

27

francophones

8

néerlandophones

26

autres projets sont en cours d'ouverture

24

francophones

2

néerlandophones



Photo © Céline Vanderheide

Une grille de lecture en quatre teintes

En dépit du caractère parcellaire de certaines informations, les entretiens nous ont permis de construire une grille de lecture des milieux d'accueil, en croisant deux dimensions, conçues comme des continuums : l'implication dans le quartier, d'inexistante à très forte, et le niveau de développement du projet social, allant du minimum légal à un profond travail d'inclusion sociale.

La grille «projet social – ancrage local» permet d'identifier 4 types de fonctionnement des milieux d'accueil. Ces types ne constituent en aucune manière de modes de fonctionnement purs, et ne préjugent en rien de la qualité des pratiques d'accueil.

		Ancrage local	
		Faible	Forte
Projet social	Faible	«Effet d'aubaine»	«Gentry»
	Fort	«Social»	«Engagé»

«Effet d'aubaine»

Le milieu d'accueil est peu ou pas impliqué dans le quartier et n'a pas de projet social spécifique. Le PO a profité de l'effet d'aubaine que représentent les CQD ; cela a permis d'accroître l'offre d'accueil, ce qui est appréciable vu le contexte de pénurie dans certaines communes. Une fois ouverts, rien ne distingue particulièrement ces milieux d'accueil de ceux qui ont ouvert dans d'autres contextes que les CQD.

«Social»

Tous les milieux d'accueil ont une fonction sociale, qui est balisée par la réglementation et contraignante pour ceux qui sont subventionnés par l'ONE. Néanmoins, certains milieux d'accueil s'engagent davantage que le minimum réglementaire. Il s'agit par exemple des PO qui ont fait le choix – et le mentionnent dans leur ROI -

de réserver 20 % de leur capacité d'accueil pour des situations particulières plutôt que de viser les 10 % réglementaires. Le milieu d'accueil ici appelé «social» a un projet social affirmé mais est peu ou pas impliqué dans le quartier.

«Gentry»

La rénovation de quartiers donne souvent lieu à ce qu'on appelle une gentrification, c'est-à-dire que, une fois rénové, le quartier attire de nouveaux habitants, les loyers augmentent, le commerce se transforme et la population la plus précarisée se trouve encore plus marginalisée, voire chassée de son quartier. Les nouvelles familles plus aisées qui s'y installent sont attirées par la présence de crèches et ont plus de chances de pouvoir y inscrire leur enfant. Elles connaissent des conditions de vie stables qui leur permettent de mieux anticiper leurs besoins d'accueil que des familles plus pauvres, sont mieux informées et maîtrisent mieux les procédures d'inscription. Les nouvelles crèches risquent ainsi de participer à la gentrification du quartier, à moins de travailler spécifiquement la question de l'accessibilité à toutes les familles dans leur projet d'accueil. Les milieux d'accueil repris selon ce type n'ont pas développé un projet social spécifique.

«Engagé»

Certains milieux d'accueil sont très impliqués dans leur quartier et ont un projet social fort. Souvent, leur création a été portée par des acteurs locaux, en lien avec les besoins identifiés dans le quartier. Une fois ouvert, le milieu d'accueil «engagé» continue à garder des liens forts avec le tissu associatif du quartier. Visible et connu de la population, son projet est orienté vers les familles précarisées, parfois pour contrebalancer les projets d'autres milieux d'accueil qui dans les faits favorisent les familles bien informées et qui peuvent anticiper leurs besoins.

semblablement un impact différent en termes d'accessibilité primaire : ceux qui sont bien implantés dans le quartier, visibles, connus du tissu associatif et des habitant-e-s se rendent plus accessibles aux familles du quartier, surtout à celles qui sont en situation de vulnérabilité. Il serait intéressant d'aller au-delà de cette phase exploratoire pour comprendre comment est mise en œuvre l'accessibilité secondaire : quelles sont les pratiques des équipes pour que chaque enfant, chaque famille se sente à sa place dans le milieu d'accueil ?

Quelle pérennité pour les dynamiques locales ?

Par ailleurs, on peut se poser la question de la pérennité des dynamiques mises en place dans le cadre des CQD. Ainsi, dans la majorité des cas, les professionnel-le-s interrogé-e-s, n'ayant pas suivi l'ensemble du processus, ignorent tout, ou presque, de l'histoire du milieu d'accueil et des raisons qui ont motivé sa création. En outre, les CQD s'appuient sur des processus participatifs auxquels sont associé-e-s les habitant-e-s et les associations du quartier. Pourtant, une fois le CQD terminé, il ne semble pas forcément subsister grand chose de cette dynamique ; les traces en sont en tout cas fort peu apparentes, si l'on en juge par la difficulté de recueillir des données fiables en la matière.

Au vu de ces résultats, l'importance de mener une recherche auprès des milieux d'accueil en cours de création s'impose. Avec pour objectifs, notamment, de mieux comprendre de quelle manière le lien est fait entre les besoins des familles du quartier et le projet du milieu d'accueil, et d'analyser les mécanismes et conditions qui permettent de préserver, au fil du temps, la mémoire, le contenu et, on aurait envie de dire, l'âme du projet.

Quelle plus-value en terme d'accessibilité à tou-te-s ?

Les CQD ont-ils un impact sur l'accessibilité de l'accueil à toutes les familles ? La recherche a permis de récolter quelques éléments concernant l'accessibilité primaire. Les milieux d'accueil interrogés ont des pratiques distinctes qui ont vrai-



www.netournonspasautourdupot.be

En abrégé, ça donne NTPADP

Ne tournons pas autour du pot (NTPADP) est un projet de promotion de la santé visant à favoriser une mobilisation des acteurs scolaires autour de l'accès aux sanitaires dans les établissements scolaires. Le mauvais état des sanitaires pousse en effet un nombre important d'élèves à se retenir d'aller aux toilettes lorsqu'ils sont à l'école. Ceci peut avoir des répercussions sur leur santé : troubles du fonctionnement de la vessie, infections urinaires, incontinence diurne, constipation, mal au ventre... Par peur d'utiliser les toilettes, certains en viennent à réduire leur consommation d'eau de boisson, ce qui leur fait notamment courir des risques plus élevés de déshydratation. Une réflexion globale sur l'accès à l'eau dans l'école s'impose. C'est dans ce cadre que depuis 2013, la Fondation Roi Baudouin a financé, via le Fonds BYX, 136 écoles primaires et secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles à hauteur de 5.000 euros par projet. Cette priorité a depuis été inscrite par la Ministre de l'Enseignement dans le Pacte d'Excellence.

Les sanitaires, un point névralgique

Comme l'a souligné Bernard de Vos, délégué général aux droits de l'enfant, la mauvaise qualité des sanitaires fait partie des interpellations récurrentes qu'il recueille¹. Cette question est ou devrait donc être centrale pour les acteurs scolaires, dans la mesure où l'école constitue l'un des premiers milieux de vie des enfants. Les appels lancés par le Fonds BYX nourrissent cette idée jusque dans les critères de sélection des projets qui incluent, entre autres, l'implication active des élèves dans la prise de décision et la réalisation du projet, la participation de l'ensemble des acteurs de l'école (PO,

direction, enseignants, éducateurs, conseil de participation, personnel logistique et technique, parents,...) ou la recherche de globalité et de cohérence dans le projet développé (notamment via son intégration dans le projet éducatif).

Un site Internet promoteur de la démarche

Si toutes les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne bénéficient pas jusqu'à ce jour d'un budget spécifique pour la réalisation d'un tel changement dans leurs murs, elles peuvent néanmoins se servir du site internet du projet www.netournonspasautourdupot.be. Le site, qui est développé par l'asbl Question Santé, met à disposition de multiples ressources, en vue d'aider les acteurs scolaires à réaliser des changements opportuns.

Le site fournit ainsi un large argumentaire sur les motifs de l'engagement dans cette

problématique, au travers d'une présentation des acquis en la matière (onglet *Et si on en parlait ?*) et d'éléments de « motivation » sur les enjeux et les bénéfices pouvant être tirés d'une amélioration de l'état des sanitaires dans l'école (onglet *Comment faire ?*).

Trois axes majeurs d'action sont traités : les infrastructures, les comportements, et l'organisation et la logistique. Ils sont travaillés au sein d'un cycle de projet qui est lui décliné et illustré à chaque étape à l'aide de fiches, jusque dans la question de la durabilité (onglet *Passons à l'action > On vous accompagne ?*).

Le cœur du site réside dans la diversité et la richesse des outils mis à disposition (*Passons à l'action > On vous tuyaute et On vous outille*). On retrouve des recommandations, en matière d'infrastructure, de logistique et d'usages (cf. expériences de terrain) ; des fiches conseils sur les bâtiments (fournies via le service infrastructures scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles) ; des outils... divers et variés ! Avec par exemple « Wild van water », une animation en classe pour inciter à boire de l'eau ou un jeu éducatif sur l'hygiène intitulé « Mon petit coin ». Les écoles engagées dans ce projet partagent également leurs parcours (onglet *Ils l'ont fait*), présentés via des reportages, témoignages, photos...

Enfin notons l'existence d'une lettre d'informations électronique afin d'être tenus informés des nouveautés postées sur le site.

Gaëlle AMERIJCKX
Observatoire de l'enfant ■

¹ Gruber P. 2015. *Sanitaires à l'école. Levons le tabou ! Actes du séminaire de réflexion et d'échanges, Fondation Roi Baudouin.*



Service École de
perspective.brussels

LE CONTRAT ÉCOLE

Un nouvel outil de rénovation urbaine qui vise à faire de l'infrastructure scolaire un véritable partenaire dans la vie du quartier.

Au sein de perspective.brussels, le Service École **évalue les besoins** en création de places dans l'enseignement fondamental et secondaire en Région bruxelloise et **facilite la réalisation** des projets qui permettent d'augmenter l'offre scolaire.

Il a également pour mission d'**intégrer l'école dans son environnement urbain**, dans un objectif d'ouverture des établissements scolaires à leur quartier via le Contrat École. Ce nouveau dispositif de rénovation urbaine vise à renforcer l'attractivité des écoles qui peinent à attirer les élèves. Il s'inscrit dans la ligne du Plan Régional de Développement Durable (PRDD) et du Programme bruxellois pour l'Enseignement de la Stratégie 2025, deux cadres d'action qui entendent améliorer l'environnement scolaire et ouvrir l'école sur le quartier.

Un triple objectif pour le Contrat École

D'une part, il s'agit d'**ouvrir l'école sur le quartier** en permettant à ses habitants de profiter de ses infrastructures en dehors du temps scolaire et d'accroître ainsi l'offre d'équipements collectifs à leur disposition (accès aux salles de spectacles, aux salles de sport, au réfectoire, aux cours de récréation,...).

D'autre part, il s'agit d'**améliorer l'attractivité** d'écoles qui aujourd'hui rencontrent des difficultés pour attirer des élèves. Via le Contrat École, la Région veut investir dans ces écoles en déficit d'image. L'objectif est de développer une nouvelle dynamique dans ces établissements. Montrer aux jeunes, aux parents que l'on investit aussi dans leur école ! L'objectif est d'améliorer ainsi l'intégration urbaine des établissements scolaires.

Et finalement, le Contrat École se veut un **outil de cohésion sociale**. Via des actions socio-économiques et des opé-

rations de requalification de l'espace public, il devrait permettre à terme de renforcer la convivialité du quartier.

Les principes directeurs du Contrat École s'inspirent de la politique des Contrats de quartier durable portée par la Région de Bruxelles Capitale depuis 1993. Tous les deux ans, la Région de Bruxelles-Capitale lance un appel à candidature auprès des pouvoirs organisateurs d'établissements scolaires situés dans la Zone de Revitalisation Urbaine et désireux de bénéficier de ce dispositif. La sélection des écoles bénéficiaires du Contrat École se fait par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en fonction des moyens budgétaires et des critères qu'il s'est fixé dans l'appel à candidatures.

Le Contrat École est organisé en deux temps : une phase d'étude et une phase opérationnelle. La phase d'étude et de diagnostic consiste à analyser l'environnement intérieur et à proximité de l'établissement scolaire. Il s'agit d'identifier la relation entre l'école et son quartier, les espaces collectifs existants, les opportunités d'utilisation de l'infrastructure scolaire par le quartier, la qualité des aménagements urbains, etc. À l'issue du diagnostic, un programme reprenant les possibilités d'amélioration pour chaque établissement scolaire et son environnement proche, ainsi qu'un plan d'actions et d'investissements concrets est réalisé.

La phase opérationnelle peut ensuite démarrer avec la mise en œuvre concrète des projets en partenariat avec l'ensemble des bénéficiaires. La participation est essentielle à chaque étape du processus. Il convient d'associer à la réflexion le monde de l'école (enseignants, élèves, parents) et les acteurs du quartier (habitants, commune, associations, commerçants,...).

Ce dispositif est déjà en œuvre au travers de la phase pilote 2016-2017 et 3 Contrats école sont lancés avec les 4 établissements scolaires suivants :

- L'Athénée Royal Léonardo da Vinci à Anderlecht,
- L'école fondamentale Klavertje 4 à Bruxelles-Ville,

Pour aller plus loin,
voir la rubrique projets
urbains sur le site :
[www.perspective.brussels/
fr/projets/contrat-ecole](http://www.perspective.brussels/fr/projets/contrat-ecole)

Une question ?
Contactez le Service École :
ddeby@perspective.brussels

- Le Centre scolaire des Dames de Marie et l'école fondamentale communale Arc-en-ciel, toutes deux situées à Saint-Josse-ten-Noode.

Une procédure de marché public a désigné le projet conjoint du bureau pta et de l'asbl Jes!Yota pour accompagner le Service École de perspective.brussels dans la réalisation du diagnostic et du plan d'actions et d'investissements pour chacune des écoles sélectionnées.

La consultation et la participation des différents acteurs du futur Contrat École ont été au cœur du processus de travail développé par pta/Jes! Yota. Tous les acteurs impliqués ont été associés pour établir le diagnostic et les plans d'actions et d'investissements de l'école et de son quartier, en donnant une place centrale aux enfants et aux jeunes dans ce processus.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a validé les programmes d'actions et d'investissements en novembre 2017. Un budget total de 6.120.000 euros a été dégagé pour la mise en œuvre de ces trois Contrats Écoles.

Pour chacun, le Gouvernement a dégagé un budget d'investissement et un budget actions. Les actions en direction des jeunes et faisant le lien entre l'enseignement, la formation, l'emploi ont été privilégiées. Citons le projet «deviens ton propre créateur» qui vise à étendre le cadre de référence des jeunes et stimuler l'entrepreneuriat en participant à un laboratoire créatif.

Outre les investissements et les actions, les budgets proposés intègrent un poste de «coordinateur École-quartier» chargé de dynamiser les liens entre l'école et le

quartier au travers des actions du Contrat École.

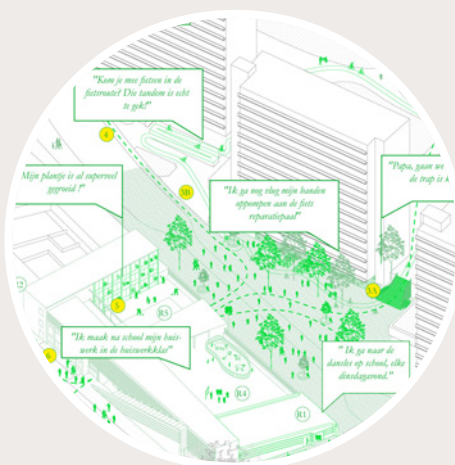
La phase de mise en œuvre des différents projets est en cours, avec l'ensemble des bénéficiaires chargés de les concrétiser dès 2019.

Grâce à l'expérience pilote des Contrats Écoles 2016-2017, le Service École a pu démontrer l'utilité de développer de manière récurrente ce nouveau programme régional de rénovation urbaine. À la demande du Gouvernement, le Service École prépare le cadre réglementaire permettant de pérenniser ce dispositif de rénovation urbaine. Et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale va lancer début 2019, le nouvel appel à candidature auprès des pouvoirs organisateurs d'établissements scolaires désireux de bénéficier de ce dispositif.

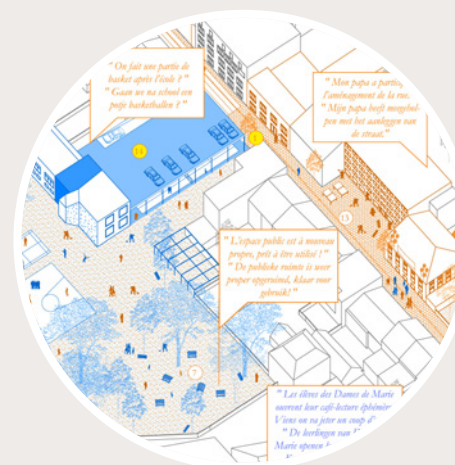
Exemples phares des contrats écoles 2016-2017



Le site scolaire Leonardo da Vinci intègre une école secondaire et une école fondamentale. Il s'agit d'un véritable campus scolaire. L'école dispose d'une salle de spectacle qui n'est pratiquement pas utilisée. Le projet «salle de spectacle ouverte» mise sur 2 terrains : une rénovation de l'installation de chauffage et ensuite une optimisation de la scène et des infrastructures techniques. La programmation culturelle qui y sera proposée ne sera pas uniquement réservée à l'école mais accessible aux différentes écoles du quartier et à ses habitants.



Klavertje 4 se compose d'une école maternelle (146 enfants) et d'une école primaire (202 élèves). Afin de favoriser l'intégration urbaine de l'école et de renforcer les relations école-quartier, le projet phare du contrat école est le réaménagement du parvis de l'école. Rendre ainsi l'école et ses abords plus visibles et plus sécurisés, tout en développant des interventions accordant plus de place à la mobilité douce.



Le centre scolaire des Dames de Marie accueille 650 élèves dans l'enseignement secondaire et plus de 400 enfants en fondamental.

L'école communale Arc-en-ciel située juste en face accueille quant à elle plus de 200 enfants en enseignement fondamental. Le diagnostic a notamment identifié la nécessité de créer de l'air et de l'espace dans un tissu urbain très dense. Un des projets du contrat école «rue conviviale de l'abondance» vise à rendre les abords des deux écoles plus sûrs et plus agréables.

Nathalie COBBAUT

CULTUREGHEM TRANSFORME LES ABATTOIRS EN LABORATOIRE CITOYEN

Sur la dalle des abattoirs d'Anderlecht, où se tient chaque fin de semaine un marché alimentaire d'envergure, l'asbl Cultureghem fait vivre les lieux en-dehors de ces périodes de chalandise. Son objectif : inviter les habitants du quartier et plus largement de la Région bruxelloise à s'approprier cet espace au travers d'activités ludiques et liées à l'alimentation : KETMET et KOOKMET.

De très nombreux Bruxellois connaissent ce lieu situé sur la commune d'Anderlecht : les abattoirs et surtout le marché couvert drainent chaque semaine quelque 100.000 visiteurs, issus de plus de 180 nationalités. L'entrée principale du site est elle aussi dans bien des esprits : flanquée de deux taureaux en fonte, signés Isidore Bonheur, rappelant l'activité du site, elle permet l'accès à la vaste dalle de béton de 10.000 mètres carrés que recouvre la grande halle métallique construite par-dessus, que l'on doit à Emile Tirou, aujourd'hui classée et dont la charpente est soutenue par une centaine de colonnes de fonte boulonnées. Sous cette dalle, des caves ont servi de glacière et de champignonnière : elles accueillent



Près de 11.500 kets sont venus profiter des activités de la saison KETMET 2017



Photo © Peter De Jongh, Ketmet, 2018



Des subsides essentiellement flamands

Pour financer l'asbl et les employés qui y travaillent, soit six équivalents temps plein, il faut nécessairement disposer de sources de financement et celles-ci sont de plusieurs natures. Comme l'explique Yannick Roels, «Un tiers de nos ressources proviennent de la VGC et de la Vlaamse Overheid, ce qui permet une reconnaissance de nos activités par ces instances et une possibilité d'intervention financière dans le coût demandé aux écoles pour inscrire les classes aux activités KOOKMET». Un second tiers des ressources financières est d'origines diverses : un soutien assez conséquent de la SA Abattoir, d'autres plus limités de la commune d'Anderlecht, de la Fondation Roi Baudouin ou encore de donations assez variées, dont la société Nestlé proche du site. Le dernier tiers provient des recettes générées par les activités, notamment les inscriptions des écoles et des entreprises dans le cadre de team building.

aujourd'hui, outre des spores encore bien vivaces, des salles de réception et d'expositions. L'emplacement choisi à l'époque a le mérite d'être situé le long du canal Bruxelles-Charleroi. Le site est également au cœur du quartier de Cureghem vivant, populaire et métissé, lieu de passage pour bien des primo-arrivants.

Les vendredis, samedis et dimanches, l'activité y est intense et cet espace fourmille de monde : commerçants, chalands, badauds se côtoient, négociant le prix du cageot de tomates ou les bottes de poireaux, au gré des saisons. Depuis 2015, une nouvelle halle alimentaire (FOODMET) a été construite sur le site, accueillant ainsi commerçants de fruits, légumes, viandes et poissons dans un bâtiment en dur. Une ferme urbaine où l'on cultive tomates, framboises et condiments et qui accueille un élevage de poissons a trouvé sa place sur les toits de la nouvelle halle alimentaire. Le dimanche une brocante de plus de 80 emplacements se tient dans le bâtiment de l'ancien marché de viandes.

Mais en dehors de cette fin de semaine, ce vaste site de plus d'un hectare est longtemps resté désert, alors même que le quartier très densément peuplé est dépourvu d'espaces de détente et de loisirs. D'où l'idée de pouvoir utiliser cet espace perdu, les autres jours de la semaine.

Occuper les lieux

La réflexion est venue de la direction de la société anonyme «les Abattoirs et Marchés d'Anderlecht» qui gère l'activité économique du site. Un vaste projet de développement du site a été mis sur pied grâce à une subvention du Fonds euro-

péen de développement fédéral (Feder). Et Joris Tiebout, administrateur de la SA Abattoir, souhaitait également voir des activités socioculturelles s'implanter sur ce vaste espace, incité en cela par les associations de quartier. C'est dans ce contexte que l'asbl Cultureghem a débuté ses activités autour de ce lieu. Comme le retrace Yannick Roels, un des deux initiateurs de l'asbl Culturghem, «C'est en 2012 qu'Eva De Baerdemaeker, prof de langues à la base, rencontre Jos Tiebout qui lui fait part de ce souhait de faire naître une nouvelle dynamique autour des abattoirs et du marché, qui puisse rassembler les habitants du quartier. Le lien qui paraît d'emblée pertinent à Eva par rapport à l'activité de ce site tourne autour de la nourriture. Le marché d'Anderlecht est comme le ventre de Bruxelles et pourtant la population qui y vit, plutôt pauvre, ne se nourrit pas toujours forcément bien.»

En janvier 2013, l'activité KOOKMET est lancée et constitue un des projets-phare de l'asbl. Chaque vendredi, des classes de primaire se rendent sur le marché, accompagnées de leurs professeurs : les élèves sont accueillis par l'équipe et les deux cuisines mobiles, montées sur roulettes, permettent d'investir le marché le temps d'une matinée. Yannick Roels décrit les différentes étapes du processus : «Après avoir réfléchi à un menu et s'être réparti les tâches, les enfants ont deux euros pour leurs achats sur le marché et vont à la rencontre des commerçants du marché. Ils achètent ce dont ils ont besoin pour confectionner un menu végétarien : soupe, plat, dessert. Végétarien parce que c'est bon pour la santé, mais surtout parce que c'est plus accessible financièrement. De longues tables à tréteaux sont montées, toujours sur le marché, et les enfants et leurs invités, des commerçants,

des badauds, des personnes qui sont dans le besoin, se rejoignent pour prendre le repas. Ensuite tout le monde fait la vaisselle ensemble, dans les éviers eux aussi mobiles, et à 14h30 l'activité se termine.» KOOKMET a lieu toute l'année et accueille des classes, mais aussi des adultes, notamment issus du monde de l'entreprise via des activités de teambuilding. En 2017, ce sont près de 5.000 enfants et adultes qui ont pris part à KOOKMET.

Depuis KOOKMET a fait des petits avec KOOKMET Recup qui, depuis septembre 2018, organise un nouvel atelier le lundi pour sensibiliser au gaspillage alimentaire et COLLEKTMET qui, les vendredis, samedis et dimanches, rassemblent un groupe de bénévoles chargés de récolter les invendus du marché, d'en faire des colis qui seront distribués le lundi aux personnes dans le besoin et également de cuisiner avec une asbl située à Molenbeek. Il s'agit d'une idée qui a été lancée via LOKET, le guichet mis en place par l'asbl pour recueillir les suggestions de tous les utilisateurs (via info@cultureghem), et qui a également permis l'organisation de la Belgian Homeless Cup (un projet de football pour sans-abris), la mise sur pied d'une troupe de majorettes des Abattoirs ou encore de soirées poésie suggérées par un travailleur du site. Cette activité autour de l'alimentation s'est également déplacée jusqu'au Parc Maximilien proposant ainsi aux personnes migrantes de renouer avec le fait de faire la cuisine ensemble.



Un espace ludique

Autre activité centrale de l'asbl Culturghem, mise sur pied en 2015 : KETMET (de KET : enfant et MET : marché, en Bruxellois). Comme les responsables aiment à la présenter, il s'agit de la plus grande plaine de jeux couverte de Bruxelles qui se déploie sur les 10.000 m² de la halle couverte. Tous les mercredis de mars à octobre, tous les enfants du quartier, de la commune, de Bruxelles sont les bienvenus pour venir jouer sur la dalle de béton, faire du sport ensemble, manger un repas au BARATTOIR ou encore prendre un goûter sain au cours de l'après-midi.

Les activités proposées sur le site ont été conçues compte tenu du caractère nécessairement escamotable en raison du marché de fin de semaine sur le site : Yannick Roels qui est architecte designer de formation, explique avec beaucoup d'enthousiasme le concept de KETMET : «le dispositif consiste en des playbox sur

roulettes qui sont facilement installées au début des activités à 13h et ensuite rangées en fin d'après-midi. Un concours d'idées a été lancé avec les écoles et les associations du quartier pour imaginer le contenu de ces playbox.» L'une contient un Mécano géant (Mécanobox), une autre des trottinettes (Stepbox), mais aussi un centre de boxe mobile (Boksbox) ou encore la Cookiebox où les enfants sont invités à préparer des smoothies délicieux et des goûters sains. «En tout ce sont une dizaine de boîtes qui ont ainsi été conçues pour égayer les après-midis des petits visiteurs et ce sont Philippe de Bondt et les animateurs de KETMET qui accueillent tout ce petit monde pour expliquer la marche à suivre des différentes activités et afin de permettre aux enfants de s'approprier les lieux sur le circuit tracé au sol». L'an dernier ce sont près de 11.500 kets qui sont venus profiter des activités de la saison KETMET 2017. Depuis cette année, les mercredis après-midi sont aussi l'occasion de concerts intitulés «REPERTOIR» : ils

ont eu lieu les premiers mercredis d'avril, mai, juin et septembre et chaque semaine durant les mois d'été. Lors de notre visite début octobre, le site est resté silencieux, le petit subsite alloué pour ces concerts étant épuisé.

C'est notamment pour la modularité des activités dans l'espace, mais surtout pour une appropriation citoyenne réussie des lieux que le prix PYBLIK, qui soutient des bonnes pratiques dans l'espace public, a été attribué en septembre 2018 à l'asbl Cultureghem, reconnaissant ainsi l'ingéniosité du dispositif alliant design et activation des Bruxellois. En 2017, elle avait déjà été récompensée par un Mixity Award, pour sa vocation à transformer Bruxelles en une région cosmopolite et ouverte sur le monde.



www.cultureghem.be

52 %

des enseignants des écoles fondamentales de Bruxelles n'habitent pas la Région

L'enseignement fondamental francophone bruxellois occupe un très grand nombre de navetteurs puisque 52,4 % de ses enseignants travaillant à Bruxelles en janvier 2017 n'y habitaient pas. Une part importante de ces navetteurs ne vient même pas des environs immédiats de la capitale : 17,4 % des enseignants de la Communauté française prestant à Bruxelles ne résident ni à Bruxelles, ni en Brabant wallon, ni en Flandre. La navette sortante est par contre négligeable, puisque seul 1,7 % des enseignants du fondamental qui habitent Bruxelles n'y travaillent pas.

Notons que la proportion de navetteurs est encore nettement plus élevée dans l'enseignement subsidié ou organisé à Bruxelles par la Communauté flamande, dont 9 enseignants sur 10 n'habitent pas la Région.


L'enseignement bruxellois dépend donc beaucoup des travailleurs non bruxellois. En soi, ce n'est pas forcément un problème et cette situation s'observe dans de nombreux secteurs d'activité dans la capitale. Ces enseignants navetteurs ont de plus permis de faire face à la croissance démographique de la Région. Mais, outre le fait qu'une croissance démographique est également attendue, bien que dans une moindre mesure, dans le reste du pays, l'attractivité bruxelloise en matière de recrutement soulève plusieurs questions liées à la formation, aux mutations en cours de carrière, à la mobilité quotidienne ou à la disponibilité horaire.

Ces enseignants sont-ils préparés aux conditions de travail spécifiques à Bruxelles ? Si la perspective d'être stabilisé plus vite est un facteur attractif, les conditions d'exercice de la profession, plus complexes à Bruxelles (taille des classes, diversité culturelle et linguistique, proportion importante d'élèves en difficulté) ne jouent pas en faveur de Bruxelles. En outre, un recrutement lointain peut poser des problèmes d'adaptation au public bruxellois, surtout si aucun stage n'y a familiarisé préalablement les enseignants.

Ces enseignants restent-ils à long terme à Bruxelles ? Durant leur carrière, les personnes quittant leur poste bruxellois pour un poste en Wallonie ou en Flandre sont plus nombreuses que celles qui font le trajet inverse, notamment parce que les enseignants ont élu domicile hors de Bruxelles pour des raisons en partie financières et parce que la Communauté française octroie une priorité de réaffectation aux enseignants ayant presté un certain nombre d'années dans les écoles à encadrement différencié, proportionnellement plus nombreuses à Bruxelles. Cela constitue une perte d'expérience pour les écoles bruxelloises et y contribue au turn-over des équipes.

Comment gérer la mobilité quotidienne de ces enseignants ? Dans un contexte de mobilité dans et autour de Bruxelles de plus en plus problématique, l'allongement des temps de parcours contribue à une certaine pénibilité de l'exercice de la fonction dans la capitale. On note

aussi que la proximité des gares ou la disponibilité de places de parking peuvent constituer des éléments décisifs en matière de recrutement lointain. En outre, d'autres problèmes pratiques peuvent se poser en matière de disponibilités horaires pour les prestations hors heures normales de cours, le relais avec les autres acteurs de l'enfance et plus largement l'intégration de l'école dans la vie locale.

Benjamin WAYENS 
Observatoire de l'enfant

SOURCES

ALBARELLO Elsa, DANHIER Julien, DIEU Philippe, DUFAYS Alain, JAUNIAUX Nathalie, MARTIN Émilie, MORUE Brigitte et TAYMANS Jean, 2017. *Les indicateurs de l'enseignement 2017 [en ligne]*. Bruxelles : Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.enseignement.be

MARISSAL Pierre, VERMEULEN Sofie, QUITTELIER Benoit, JANSSENS Rudi, DELVAUX Bernard et WAYENS Benjamin, 2016. *Besoin d'enseignants en Région bruxelloise*. Bruxelles : éditions IRIS, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse. Les cahiers de l'IBSA, 5. Disponible à l'adresse : <http://ibsa.brussels/publications>



«La brochure m'accompagne systématiquement lors de mes visites en plaines et camps. Elle est pour moi, une référence pour la gestion de la santé et de la sécurité dans l'extrascolaire.

Tout d'abord, j'invite les équipes à travailler lors de leurs réunions préparatoires avec les équipes : découverte du contenu et de ses utilisations possibles, réflexions sur des thèmes tels que : la responsabilité des encadrants, le secret professionnel, la sécurité de base lors des sorties piscine,...

Ensuite, je vérifie la présence de la brochure sur le site, à disposition des animateurs. J'en profite pour voir avec eux son utilité possible en cas de question, pour la gestion des blessures, accidents et maladies. Dans ce cadre, les animateurs considèrent alors la brochure comme un réel outil de référence.

Les Pouvoirs Organisateurs utilisent le document pour constituer la pharmacie de base et la plupart s'en inspirent pour la rédaction de la fiche santé distribuée à chaque enfant.»

Kathleen Hennard - Coordinatrice accueil ONE

MÔMES EN SANTÉ

UN OUTIL DE RÉFÉRENCE POUR ASSURER LA SANTÉ EN COLLECTIVITÉ DES ENFANTS DE 3 À 18 ANS

L'ONE a récemment réactualisé la brochure «Mômes en santé - La santé en collectivité pour les enfants de 3 à 18 ans», 5 ans après la première édition. Cet outil de référence croise les expertises de professionnels en matière de soin et d'accueil de l'enfant. Il fournit aux encadrants des recommandations illustrées d'exemples concrets et tenant compte de leurs contextes de travail.

Accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par le secteur de l'accueil des enfants de 3 à 18 ans, la première version (2012) a vite été épuisée. Face à ce succès, l'ONE a décidé de rééditer la brochure mais aussi de la réactualiser. Pour la seconde édition, l'ONE s'est à nouveau entouré d'acteurs issus du secteur de l'accueil des 3-18 ans avec une expertise en matière de santé¹. L'ensemble de la brochure a été relu, corrigé et complété. Certains chapitres ont été réorganisés ou tout-à-fait revus. C'est le cas pour le nouveau chapitre «Bien dans son corps, bien dans sa tête».

Dès l'école maternelle, les contextes de prise en charge de l'enfant sont parfois démultipliés : école, accueil extrascolaire, clubs de sports, centres de vacances,... Dans ces différents lieux de vie, les messages à propos de la santé sont quelquefois différents, voire contradictoires. Difficile de s'y retrouver, tant pour les professionnels que pour les parents, si les réponses à des questions relatives à la santé de leur enfant diffèrent d'une structure à l'autre... Un des grands objectifs du projet «Mômes en santé» est de favoriser la cohérence dans les messages ou les choix des professionnels en matière de gestion de la santé. Pour les agents de l'ONE comme pour les acteurs de terrain, animateurs, enseignants, service de Promotion de la Santé à l'école, accueillants extrascolaires,... «Mômes en santé» se veut une référence commune.

Les partenaires du projet :

L'office de la Naissance et de l'Enfance • Question Santé, service communautaire de promotion de la santé • La Commission de promotion de la santé à l'école • La Croix-Rouge de Belgique • Latitude Jeunes • Jeunesse et Santé • Résonance • La direction générale de l'enseignement obligatoire

«Les futurs coordinateurs-trices en centre de vacances, que nous rencontrons en formation, arrivent avec différentes préoccupations et questions concrètes et attendent souvent des réponses très précises de la part des formateurs. Par exemple : «Quelles sont mes responsabilités en tant que coordinateur-trice ?», «Qu'est-ce que j'ai le droit d'avoir dans la pharmacie ?», «Est-ce que je peux donner

des médicaments à un enfant si je n'ai pas reçu d'ordonnance des parents ?», «Il existe des lois spécifiques concernant les déplacements avec des groupes d'enfants en bas âge. Est-ce vrai ? Si oui, où pouvons-nous les trouver ?», etc. Parfois, en tant que formateur, on ne connaît pas la réponse exacte à ces questions et on trouve rarement le temps de toutes les traiter lors d'un weekend de formation. C'est pour cette

raison que, depuis 4 ans, nous présentons en formation différents outils à destination des participants, dont 'Mômes en santé'. Nous insistons également pour qu'ils aient le réflexe de prendre la brochure sur le terrain et de la consulter quand ces questions se posent.»

Mélissa Fransolet - chargée de formation chez Latitude Jeunes

Contenus et nouveautés

Mômes en santé est composé de 9 chapitres thématiques.

1 En premier lieu, on retrouve le cadre légal, réglementaire en matière de gestion de la santé en collectivité. Ce chapitre intitulé **«La prise en charge des enfants en collectivité»** met l'accent sur une meilleure gestion du risque. Du choix des infrastructures, à l'encadrement des activités en extérieur, cette approche vise à proposer aux enfants des activités enrichissantes et favorables à leur épanouissement.

2 **«L'hygiène, c'est bon pour la santé»** donne un ensemble d'indications aux professionnels pour garantir le respect des règles de sécurité alimentaire et la salubrité des infrastructures.

3 Dans **«Pour un environnement de qualité»**, l'ONE apporte des recommandations quant à l'utilisation de produits d'entretien, à la lutte contre les polluants, au maintien de la bonne qualité de l'air et de l'eau.

4 Vient ensuite **«La gestion des soins»**. Les questions portant sur le matériel de santé de base trouveront leur réponse dans cette partie (contenu de la trousse de soins, fiche de santé, fiche de contact, document d'autorisation parentale...).

5 Pratique et concret, **«Des bosses et bobos aux premiers secours»** est précédé d'un index thématique. Ce chapitre décrit des principes d'action pour intervenir au mieux, que l'on soit confronté à des maux superficiels ou à une urgence vitale.

6 Tout en restant accessible, la partie intitulée **«Les maladies infectieuses»** donne une définition précise des différents types de maladie mais surtout les modalités d'intervention face à chaque cas identifié.

7 **«Les allergies»** est un chapitre revu et complété pour permettre aux encadrants de réagir adéquatement face aux allergies dont souffrent de plus en plus fréquemment les enfants.

8 **«L'accueil des enfants ayant des besoins spécifiques ou en situation de handicap»** introduit et présente la notion d'inclusion comme un droit. Ce chapitre propose des pistes, des procédures, des contacts de structures ou partenaires pour mettre en place un accueil pour tous. Il explique également comment intégrer les familles dans cette démarche.

9 **«Bien dans son corps, bien dans sa tête»** : dans ce nouveau chapitre l'ONE développe une vision globale de la santé des enfants. Les thématiques telles que la bientraitance, le contact avec la nature, le bien-être psychologique, mais aussi le rapport au corps et la sexualité sont abordées. La manière de traiter ces sujets s'inscrit dans la promotion de la santé et se positionne moins comme un cadre réglementaire.

Pour le Groupe de Travail Mômes en santé, Vinciane CHARLIER, Responsable Projets Accueil Temps Libre, ONE ■

La brochure est téléchargeable sur le site www.momesensante.be

En version papier, à commander via momesensante@one.be

Joëlle MOTTINT
RIEPP, Réseau des
Initiatives Enfants-Parents-
Professionnel-le-s

Les travailleuses et travailleurs médico-sociaux (TMS) de l'ONE sont infirmiers ou assistants sociaux de formation. Ils et elles ont une mission de prévention et de santé publique et travaillent dans les consultations prénatales, en maternité et dans les consultations pour enfants. Les consultations de l'ONE s'adressent à toutes les familles, elles sont gratuites et non obligatoires.

LES TMS DES CONSULTATIONS ONE UN MÉTIER AU SERVICE DES ENFANTS JUSQUE 6 ANS

Rencontre avec Martine Crijns et Lelia Gowie, TMS dans une consultation pour jeunes enfants dans le quartier de l'hôpital français à Berchem-Sainte-Agathe.

RIEPP : Être TMS dans une consultation de quartier, qu'est-ce que ça signifie ?

Martine et Lelia : *Notre mission se situe au niveau de la prévention et vise les enfants de 0 à 6 ans. Cela comprend les aspects liés à la santé mais aussi les questions d'éducation et relationnelles comme le lien qui se tisse entre les parents et les enfants. C'est un aspect très important de notre travail. Notre rôle est aussi d'aider les familles avec des enfants de 0 à 6 ans si elles ont des difficultés à faire certaines démarches sociales. Nous agissons au niveau préventif et non curatif, ce qui n'est pas toujours bien compris. Nous devons souvent rappeler nos missions.*

Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

Quand nous recevons un avis de naissance, nous proposons aux jeunes parents de venir les visiter à domicile. Dans certains cas particuliers, nous avons l'opportunité de faire cette visite avec la TMS de liaison qui les a rencontrés à la maternité. Ceci facilite le contact et l'établissement du lien entre le service de la maternité, la famille et nous.

Lors de la rencontre à domicile, nous parlons de tout ce qu'il y a autour de la naissance, du bébé, de la maman, des relations entre le bébé et les parents, les frères et sœurs. Nous leur présentons notre service et ce que nous pouvons leur offrir. Et nous leur proposons de venir en consultation. Si les parents ne

veulent pas de visite à domicile, ils peuvent directement prendre rendez-vous avec un médecin de la consultation ou venir à nos permanences.

Nous organisons 4 à 5 séances par semaine à destination des 0-6 ans. Une fois par mois, nous organisons une consultation le mercredi après-midi pour les 3-6 ans. Lors de ces consultations, le médecin assure le suivi médical et répond aux questions des parents.

Nous organisons également des permanences : les parents peuvent venir nous voir avec les enfants. Nous pouvons mesurer et peser les enfants, échanger avec eux et leurs parents, répondre à leurs questions. Mais à ces moments-là, il n'y a pas de médecin présent.

Comment se passent les séances de consultations ?

Les consultations sont sur rendez-vous. Nous essayons que ce soit la TMS qui a rencontré la famille à domicile qui soit présente à la consultation. L'enfant et son parent sont tout d'abord accueillis par des volontaires qui vont peser et mesurer l'enfant. Ces volontaires sont recrutées par le pouvoir organisateur de la consultation et peuvent être formées par l'ONE si elles le désirent. Nous avons de très bonnes relations avec elles – dans notre consultation, toutes les volontaires sont des femmes – et nous apprécions leur discrétion envers les familles.

Dans la salle d'attente, l'espace comprend un coin jeu, un coin lecture et un espace extérieur de jeu.

Le moment de consultation avec la TMS et le médecin permet de vérifier la courbe de poids et de croissance, le développement de l'enfant, son alimentation, l'hygiène,

par exemple le brossage des dents. Ce moment permet aussi aux parents de poser leurs questions et d'ouvrir un dialogue pour qu'ils trouvent des pistes de réponses.

Comment se passent les consultations pour les enfants de 3 à 6 ans ?

C'est une particularité de notre consultation d'avoir un projet spécifique pour les 3-6 ans. Nous avons par exemple un projet Santé Parentalité, chaque année différent, qui les cible particulièrement. Ce projet est déterminé en fonction des problèmes révélés par l'analyse des statistiques de notre consultation.

Dans notre cas, ce projet porte spécifiquement sur la prévention de l'obésité : mieux manger, bouger plus et faire attention aux boissons. Nous promouvons l'eau plutôt que les boissons sucrées et, pour encourager leur consommation, nous distribuons des fruits aux enfants de 3 à 6 ans qui viennent à la consultation.

Un mercredi après-midi par mois la séance est réservée aux enfants de 3 à 6 ans. Elle est un peu différente des autres consultations. Il y a une seule volontaire présente mais nous essayons que deux TMS soient présentes. Une des

deux TMS prend l'enfant accompagné de son parent dans un local pour lui faire faire des petits tests en fonction de son âge. Il s'agit par exemple de «se tenir 5 secondes sur un pied» à partir de 3 ans, ou «sauter à pieds joints» pour les enfants qui ont 5 ans ou plus. Il s'agit de tests pour vérifier si le développement se passe bien. Nous veillons à ce que les tests se déroulent dans une bonne ambiance. Parfois nous faisons l'exercice nous aussi, ou le parent le fait également. C'est un moment plaisant. Nous avons d'ailleurs constaté que les tests détendent les enfants qui sont alors plus calmes et sereins dans le cabinet médical où l'enfant et le parent rencontrent le médecin et la deuxième TMS.

Les parents des enfants de 3 à 6 ans viennent seulement une fois par an et ont donc souvent beaucoup de questions ce qui nous oblige à cibler. Contrairement aux visites médicales organisées par l'école dans le cadre de la Promotion de la Santé à l'École (PSE), où les parents ne sont pas présents, ici les parents nous connaissent. Ils nous font confiance, c'est pourquoi ils continuent à venir à la consultation ONE bien que leur enfant soit scolarisé et suivi par la PSE. Là ils ne peuvent pas poser leurs questions ou faire part de leurs inquiétudes. C'est une chose d'en parler en face-à-face et une autre de l'écrire sur un formulaire d'information.

Ici, à l'ONE, nous constatons que les parents se livrent facilement et nous pouvons instaurer un dialogue. Par exemple, si la PSE constate un problème de surpoids d'un enfant, elle va seulement mettre un mot avec des recommandations mais il n'y aura pas de discussion directe avec les parents.

Cette proximité est d'autant plus importante pour les parents qui ont des difficultés avec l'écrit ou l'usage du français

En effet, cela concerne beaucoup de parents de notre consultation. Tous les parents ne sont pas à l'aise avec l'écrit ni avec la langue. Nous avons la possibilité, s'il y a des gros problèmes de communication de faire venir des interprètes, ce qui arrive de temps en temps. Beaucoup de parents s'arrangent pour avoir quelqu'un de la famille ou un ami qui les accompagne pour la traduction.

De manière générale, nous sommes préoccupées par les situations de précarité : certains parents sont pris par bien d'autres questions que le développement de leur enfant. Ils vont venir pour les vaccins, et nous allons peut-être constater qu'il y a d'autres choses à faire pour leur enfant. Mais certains parents sont par exemple centrés sur un problème de logement et nous n'intervenons pas là-dedans. Et du coup, nous savons qu'il faudrait faire un suivi plus continu mais les parents ne sont pas preneurs parce qu'ils ont d'autres choses en tête.

C'est donc un métier où le relationnel est très important

Dans l'ensemble, c'est un métier qui apporte beaucoup de satisfaction même s'il y a parfois des déceptions. Nous pouvons rendre service et avoir un impact sur la santé mentale et physique des enfants. Nous pouvons donner de bonnes pistes aux parents, pour que leurs enfants aient un bon départ dans la vie.



Photo © ONE 2018

LA GÉOGRAPHIE À L'ÉCOLE : LES ENFANTS DANS LES ESPACES URBAINS

La revue belge de géographie *Belgeo* a publié récemment un ensemble d'articles sur géographie sociale et l'enseignement en milieu urbain¹. Ceux-ci traitent de la géographie de l'école mais également de la géographie à l'école. Les articles couvrent une grande variété de villes européennes, Lausanne, Bruxelles, Düsseldorf, Athènes, comme américaines telles que Pittsburg ou Portland.

En ce qui concerne la géographie de l'école, la question principale porte sur la ségrégation sociale, et vise à savoir quelles sont les relations qui peuvent être observées entre les caractéristiques socioéconomiques des zones d'habitat, la population des écoles qui y sont implantées et la réglementation des inscriptions. Pour faire bref, les articles mettent en évidence que ces relations sont étroites et que les politiques qui visent à assurer une mixité sociale des élèves font face aux stratégies sociales des habitants pour l'éducation de leurs enfants et à celles des établissements scolaires pour renforcer leur identité. Ces relations sont complexes. Ainsi, à Bruxelles, on qualifie

un peu vite de 'ghettos scolaires' des quartiers populaires alors qu'en réalité on y observe de nombreux enfants scolarisés en dehors, ce qui les amène à parcourir des distances quotidiennes qui sont parfois plus longues que les enfants de quartiers plus aisés.

Quant aux articles sur la géographie à l'école, ils ne portent pas sur les savoirs scolaires en géographie mais plutôt sur ce que cette discipline permet de faire avec les élèves à l'école, et sur ce que cela révèle de la place des jeunes enfants dans la ville. Nous présentons ici l'expérience développée à **Athènes**.

Athènes n'est plus la même qu'il y a une dizaine d'années. La crise économique dramatique qui a touché la Grèce a provoqué de violents bouleversements sociaux et urbains. Les magasins fermés, les bâtiments abandonnés, le manque d'entretien, les personnes sans abri, les zones désinvesties sont visibles dans la plupart des quartiers. La vie sociale et politique est traversée par des discours stigmatisants autour de l'insécurité, de la xénophobie, de la hiérarchie sociale. Mais d'autres pratiques se sont également développées pour contrer ces divisions.

Les enfants sont témoins ou acteurs plus ou moins volontaires de tous ces phénomènes alors que les programmes scolaires ne leur apportent habituellement aucune ressource pour penser et agir l'environnement dans lequel ils vivent. L'auteure de l'article, Irène Micha, présente des expériences innovantes en ce sens qui résultent de la collaboration entre élèves d'écoles primaires et étudiants en urba-

nisme sur le thème de l'école et de son quartier.

Ces expériences ont été réalisées par des équipes s'inscrivant dans une pédagogie orientée vers le changement. Or, expose Irène Micha, travailler dans cette philosophie avec des enfants nécessite de les envisager comme des «sujets sociaux actifs qui perçoivent, conçoivent, assimilent les espaces quotidiens». Ceci vaut tout particulièrement dans des espaces géographiques donnés. L'auteur propose de se centrer «sur les pratiques et les parcours quotidiens, les espaces de l'école, les espaces d'habitation et de jeu», pour explorer les expériences enfantines 'ici et maintenant' et pour produire de nouvelles connaissances sur la ville.

les espaces de l'école, les espaces d'habitation et de jeu

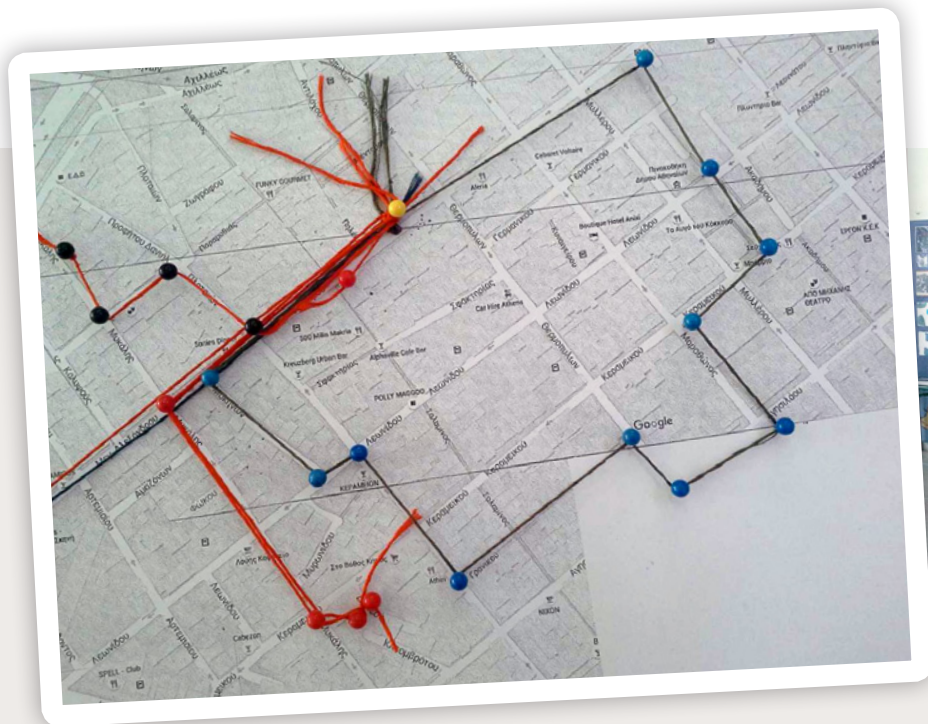
La première intervention décrite a impliqué des élèves âgés de 7-8 ans de deux écoles situées dans des quartiers contrastés et des étudiants l'École d'Architecture de l'Université Technique Nationale d'Athènes pour réaliser deux expositions sur leurs quartiers. La seconde intervention s'est déroulée sur une année scolaire et a permis l'étude d'un quartier avec des enfants de 5e primaire (10 ans). Elle a mobilisé toutes les matières scolaires dans le but d'explorer ce que les enfants perçoivent de la façon dont la ville influence leur quotidien, comment ils transforment ou rejettent ces influences sur leur vie quotidienne, et d'évaluer leurs pratiques de la ville.

Référence et photos :

Irène Micha, «**La ville et les enfants dans un processus éducatif**», *Belgeo*, 2-3 | 2017

<http://journals.openedition.org/belgeo/19531>

DOI : 10.4000/belgeo.19531



Photos © Irène Micha

Les outils utilisés dans le premier projet furent les promenades photographiques, les cartes heuristiques², des cartes géographiques, des séances discussions sur les photographies, des collages et des maquettes. Pour le second projet, de courts exposés, des films documentaires, ou des images (Villes invisibles d'Italo Calvino) ont été réalisés, de même que l'enregistrement de l'histoire orale des familles. Les enfants ont rédigé les questionnaires et réalisé les interviews.

Comprendre un territoire n'est pas donné d'avance, cela se fait collectivement lors de rencontres. Pour se faire connaître la chercheuse s'est directement impliquée dans l'école tout en respectant des distances par rapport à l'enseignement formel. Elle a pris le temps de faire connaissance avec les enfants, y compris en commençant par des discussions plus larges ou plus personnelles.

L'espace urbain et les enfants

Les enfants représentent une population non négligeable dans la ville mais leur vie se déroule plus localement. Les espaces de jeu et de loisirs, l'entrée de l'école, les parcelles vacantes, les magasins (et leurs propriétaires) leur sont bien connus, par contre la plupart ignorent ce qui se trouve dans les bâtiments publics. Les enfants mènent des négociations quotidiennes en vivant dans un lieu et en le pratiquant. Au travers de leurs regards, on observe que

des relations de confiance et d'entraide se développent entre enfants dans ces espaces. La recherche a également révélé ce qu'ils considèrent comme des tabous ; faits de violence, désir de faire des graffitis, voisins 'antipathiques', ou même la divulgation de l'origine de la famille. Elle indique aussi que les enfants jouent un rôle capital dans l'intégration de leurs parents lorsqu'ils sont de nouveaux arrivants venant de quartiers ou de pays différents. Les expériences pédagogiques ont en outre permis d'envisager la dimension historique à travers le nom des rues ou des interviews d'anciens habitants, par exemple de manière à comprendre le présent.

La conception urbaine des enfants

Les parents et l'école sont des acteurs éducatifs très importants mais l'auteure souligne que les enfants se construisent également eux-mêmes selon leur histoire et leurs expériences propres, et que leur environnement de vie y joue un rôle important. C'est pourquoi l'auteure invite à cesser de les corriger par habitude chaque fois qu'ils émettent une vue non conforme à celle des adultes qui les entourent. Leur représentation du quartier leur est propre, et révèle des différences dans un sens favorable («Notre quartier n'est pas si terne que ça !») ou non («la place est le

lieu où, quand on joue au foot, on nous crie "Rentrez chez vous !"»).

En conclusion

Dans cette expérience grecque les enfants ont été envisagés comme des acteurs sociaux et des producteurs de connaissances sur des manières différentes de voir les espaces urbains. Pour l'auteure «l'étude de la ville peut jouer un rôle essentiel dans le processus éducatif en faisant ressortir les divers aspects de la socialisation enfantine qui façonnent aussi leurs identités territorialisées.»

Les nombreux projets de rénovation et de revitalisation urbaine ne peuvent que bénéficier de la prise en compte du point de vue des enfants, non seulement en ce qui concerne les écoles et leurs environnements mais également au niveau de la ville entière. Les enfants qui parcourent de longues distances quotidiennes pour l'école ou ceux qui aident leurs proches à s'intégrer dans la ville sont là pour nous le rappeler.

Perrine HUMBLET
Observatoire de l'enfant

1 <http://journals.openedition.org/belgeo/20378>
2 <http://www.enseignement.be/index.php?page=27887&navi=4398>

43^e SESSION DE SÉMINAIRES-RENCONTRES DE L'ENFANCE DU FRAJE

TOUCHÉ/TOUCHÉ

- L'autre, vais-je aller vers lui en confiance, avec méfiance, défiance ?
- L'autre, est-il ce continent inconnu à découvrir ou un danger dont je dois me protéger ?
- L'autre, cet étranger me ressemble-t-il ?

Cet autre, plus souvent investi comme réceptacle de nos projections, peurs et fantasmes, que comme personne à part entière qu'il est possible de rencontrer et d'aimer. L'empathie serait-elle un élément clé dans cet élan vers l'autre ? Nous tenterons, dans cette 43^e session, d'en prendre la mesure.

Explorons le chemin qui mène à l'empathie. Comment les émotions modèlent-elles notre cerveau ? Comment nos premiers liens d'attachement influencent-ils notre capacité à nous montrer empathique ? La manière dont nous réagissons à la vie mentale de l'autre, avec ou sans empathie, est aussi liée à la façon dont notre monde psychique s'est construit sur les bases de nos représentations culturelles, de nos croyances, de notre histoire. Qu'a-t-on à en apprendre ?

L'altérité nous transforme dans un mouvement d'aller et de retour. Nous rêvons d'une société qui donne davantage de place, au quotidien, à l'empathie. À commencer par les microsociétés que sont les collectivités d'enfants. Penchons-nous sur ce que les jeunes enfants ont à nous apprendre de la rencontre à l'autre et de ce que l'autre a à nous révéler de nos propres modèles relationnels.



Judi 31 janvier 2019 - 19h à 22h

Conférence inaugurale «L'entraide, l'autre loi de la jungle» par Gauthier Chapelle

ViaVia : Quai aux briques, 74 - 1000 Bruxelles
PAF : 12€ / 5€*

Judi 21 mars 2019 - 9h à 16h

Journée d'étude «L'empathie, un chemin vers l'Autre»

- «Répondre aux besoins d'attachement du bébé : une bonne manière de développer l'empathie !» par Nicole Guedeney
 - «Empathie et neurosciences» par Nadège Venderick
 - «Graines de médiateurs, pour donner une place à l'empathie dans la résolution des conflits» par Olivier Roisin
 - «Comment l'album jeunesse contribue-t-il à développer l'empathie et rencontrer l'altérité ?» par Dominique Rateau
 - «L'ennéagramme, un outil pour développer l'empathie» par Anne-Sophie Thiry
- Maison du Peuple : Parvis de Saint-Gilles, 39 - 1060 Bruxelles
PAF : 30€ / 5€*

Samedi 23 mars 2019 à 15h

Spectacle «La guerre des buissons» du Théâtre des 4 mains. Dès 7 ans.

Théâtre de la Montagne Magique :
rue du Marais, 57 - 1000 Bruxelles
PAF : 5€ / Enfants gratuits

Judi 6 juin 2019 - 9h à 11h30

Matinée-rencontre : Projection du film «Je n'aime plus la mer. Les enfants de l'exil» de Idriss Gabel suivie d'un débat

Cinéma NOVA : rue d'Arenberg, 3 - 1000 Bruxelles
PAF : 8€ / 5€*

Judi 21 novembre 2019 - 9h à 16h30

Journée d'étude «L'Autre, une chance pour l'empathie»

- «Aimer ses enfants et aimer ces enfants» par Charles Di
- «L'amour en temps de peur» par Bleri Lleshi, Philosophe, écrivain, musicien et éducateur
- «Les médiations créatives pour favoriser l'empathie dans la rencontre de l'Autre» par Isabelle Marchand
- Projection du court-métrage «Ouvre les yeux» de Mazin Mhamad suivie d'un débat

- «Sensibilisation au parcours migratoire des enfants et comment les accueillir dans nos structures éducatives et pédagogiques ?» par Nadia Echadi
- Maison du Peuple : Parvis de Saint-Gilles, 39 - 1060 Bruxelles
PAF : 30€ / 5€*

Judi 12 décembre 2019 - 9h à 11h30

Matinée-rencontre : Présentation du nouveau fascicule du FRAJE «Les émotions» par Isabelle Chavepeyer et Anastasis Korakas

Association d'Entraide et de Formation :
Rue de Geneffe, 20 - 1080 Bruxelles
PAF : 8€ / 5€*

* étudiants, chercheurs d'emploi et + 65 ans

Programme complet et réservations :

www.fraje.be | info@fraje.be
www.facebook.com/FrajeAsbl
T 02 800 86 10 | F 02 800 86 21

Avec le soutien de la Commission communautaire française

Pour recevoir **Grandir à Bruxelles**,
abonnez-vous gratuitement via
observatoire@grandirabruelles.be

Téléchargez toutes nos publications sur
www.grandirabruelles.be

